

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro, 1 centime.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co.

Place de la Bourse, 8.

ETABLISSMENT DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12.

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 15	» 25 »
4 0/0 amortiss	81 75	» 30 »
4 1/2 0/0 1883	108 25	» 20 »
Cons. anglais	100 13/16	» 1/8 »
Italie	96 30	» 25 »
Flor. autr. (or)	88 3/4	» 1 »
Esp. Extér. nouv.	51 7/8	» 1 »
Egyptien 6 0/0	326 25	» 20 »
Ch. Egyptiens	438 75	» 20 »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 35	» 20 »
Banque ottomane 503 75	2 50	» 20 »

PARIS, 28 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU PALAIS-BOURBON

La Commission du Tong-King se réunit pour se diviser en sous-commissions. Le rapport ne pourra être déposé avant la fin de la semaine prochaine.

Dans les couloirs on commente le mouvement préfectoral signé ce matin en conseil des ministres.

En séance, viendra aujourd'hui la discussion du rapport de M. Amagat sur les élections du département de la Charente-Inférieure.

SÉNAT

Présidence de M. Le Royer

La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la séance précédente, lu par M. Clément, l'un des secrétaires, est adopté.

L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection de deux membres de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

Le scrutin est ouvert à deux heures cinq minutes.

LA MORT DU ROI D'ESPAGNE

On se préoccupait dans le monde politique de savoir quel serait le représentant de l'empereur d'Allemagne aux funérailles du roi Alphonse XII, une dépêche de Berlin nous apprend que le choix de l'empereur Guillaume s'est porté sur le nouveau statthalter d'Alsace-Lorraine, le prince de Hohenlohe, l'ancien ambassadeur en France dont on n'a point encore oublié le discours prononcé récemment à Metz.

On reconnaît la main de M. de Bismarck dans ce nouvel honneur attribué au prince de Hohenlohe; il en fait de plus en plus un très haut personnage.

L'ambassadeur extraordinaire de l'empereur d'Allemagne aux obsèques solennelles du roi d'Espagne sera accompagné d'une suite importante.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

MM. Brisson, de Freycinet, le général Campenon et l'amiral Galibier ont rendu compte de l'entrevue qu'ils ont eue hier avec la commission des crédits du Tong-King.

Le conseil a décidé d'autoriser l'audition de MM. le général Brière de l'Isle, Patenôtre, Ristelhueber et Lemaire.

M. Sadi-Carnot a soumis à la signature du chef de l'État un mouvement portant sur le haut personnel de son administration. Parmi les nominations que ce mouvement comporte, on cite les suivantes :

M. Héault, ancien député, est nommé conseiller à la cour des comptes, et M. Laurens, ancien préfet, ancien directeur des forêts, est nommé trésorier-payeur général à Périgueux.

Le conseil s'est en outre occupé de la demande présentée par l'Association internationale du Congo, en vue d'être autorisée à émettre une loterie de vingt millions, conformément aux engagements pris à son égard par le ministère précédent. Le conseil a reconnu que les termes de cet engagement ne lui permettaient pas d'opposer un refus à la demande de l'Association internationale.

Mouvement préfectoral

Voici le mouvement préfectoral qui a été soumis ce matin par le ministre de l'Intérieur à la signature du président de la République :

M. Bourgeois, secrétaire général de la Seine, est nommé préfet de la Haute-Garonne.

M. Faveille, préfet de la Manche, est nommé secrétaire général de la préfecture de la Seine.

M. Floret, préfet de Saône-et-Loire, est nommé préfet de la Manche.

M. Lemallier, préfet de Puy-de-Dôme, est nommé préfet de Saône-et-Loire.

M. Rebout, préfet du Finistère, est nommé préfet du Puy-de-Dôme.

M. Monod, préfet du Calvados, est nommé préfet du Finistère.

M. Rivaud, préfet de la Charente, est nommé préfet du Calvados.

M. Graux, préfet du Lot, est nommé préfet de la Charente.

M. Paysant, préfet de l'Aude, est nommé préfet du Lot.

M. Barrabant, préfet de la Corse, est nommé préfet de l'Aude.

M. Bès de Berck, préfet de la Nièvre, est nommé préfet de la Corse.

M. Granet, préfet des Hautes-Pyrénées, est nommé préfet des Hautes-Pyrénées.

M. Fournier, sous-préfet de Bergerac, est nommé préfet des Hautes-Pyrénées.

M. Allain-Targé, préfet de la Sarthe, est nommé préfet de l'Aisne.

M. Roebel, préfet de la Haute-Loire, est nommé préfet de la Sarthe.

M. Héault, sous-préfet de Cherbourg, est nommé préfet de la Haute-Loire.

M. Blondin, préfet des Ardennes, est nommé préfet de la Mayenne.

M. Joula-Peloux, préfet des Pyrénées-Orientales, est nommé préfet des Ardennes.

M. Mordon, préfet de la Lozère, est nommé préfet des Pyrénées-Orientales.

M. Bonnefoy-Sibour, secrétaire-général des Alpes-Maritimes, est nommé préfet de la Lozère.

M. Tardy, sous-préfet d'Arles, est nommé préfet de l'Ardèche, en remplacement de M. Fauré, mis en disponibilité.

M. Duclaud, ancien député, est nommé préfet des Basses-Alpes, en remplacement de M. Huet, mis en disponibilité.

M. Labarthe, sous-directeur du cabinet et du personnel au ministère de l'Intérieur, est nommé commissaire du gouvernement près le conseil de préfecture de la Seine.

M. Armand, vice-président du conseil de préfecture du Tarn, est nommé secrétaire général de ce département, en remplacement de M. Abeille, nommé député et démissionnaire.

INTÉRIEUR

Mort de M. Kuehn

M. Louis Aloyse Kuehn, commissaire de police, chef du service de la sûreté, a été trouvé mort ce matin, à la préfecture de police, dans son cabinet du quai de l'Horloge.

Un agent, entré pour le service dans le cabinet, l'a trouvé inanimé dans son fauteuil; un journal était ouvert devant lui.

M. le docteur Floquet, médecin du palais, a constaté que M. Kuehn avait succombé à une embolie. Vers onze heures, le cadavre du chef de la sûreté a été mis dans un fiacre et conduit place Saint-Michel, où habitait M. Kuehn.

M. Kuehn avait cinquante et un ans, il avait débuté à la préfecture de police comme simple agent, le 1^{er} février 1862; le 16 juin 1882 il était nommé commissaire de police.

En mars 1883, grâce à la protection de M. Camille Dreyfus, il avait succédé à M. Macé, comme chef de la sûreté. Il ne l'avait jamais remplacé.

M. Kuehn avait eu un bras emporté à Sébastopol et avait, pour ce fait, été décoré de la médaille militaire.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

Un gouvernement se condamnait lui-même et se couvrait de honte quand il tolère et favorise de telles iniquités.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

L'extrême-Orient pensent qu'il y aura peut-être là une solution susceptible d'être acceptée par la France.

s'est prononcé presque unanimement. Sur 279 malades en traitement à l'hospice Cochin, 258 ont protesté contre le renvoi des sœurs. Nos politiciens du conseil municipal, qui n'ont jamais à l'hôpital, n'ont pas daigné prendre leur avis en considération.

En bien ! ces soins affectueux que l'esprit de dévouement, que le sentiment religieux peut seul inspirer et dont l'administration veut priver, malgré leurs protestations, les pauvres malades, l'initiative des catholiques doit s'efforcer de les leur rendre.

Les républicains qui rêvent l'État omnipotent — depuis qu'il l'État c'est eux — et voudraient tout mettre dans sa main, ne s'aperçoivent pas que, par leur politique inepte, ils l'affaiblissent tous les jours; qu'en nous faisant sentir trop durement leur joug, ils nous forcent à chercher les moyens d'y échapper et que, plus ils rendent tyrannique la tutelle de l'État, plus ils nous poussent à agir en dehors de lui.

Partout des écoles libres sont ouvertes, plus fréquentées que les écoles municipales.

Partout s'élèveront bientôt des hôpitaux libres.

Paris en avait un déjà. Depuis deux jours, il en compte un second. Grâce à la munificence d'une femme du monde, doucement éprouvée, et cherchant à se consoler de ses souffrances en soulageant celles des autres, grâce au concours d'un groupe de catholiques à la tête duquel figure le baron de Mackau, dont la généreuse activité suffit à tant de tâches diverses.

La maison de N.-D. du Perpétuel Secours vient d'être fondée à Levallois-Perret, rue de Villiers. Comme son nom l'indique, les fondateurs l'ont confiée aux religieuses de la Congrégation de Sainte-Catherine de Sienne, dont on peut louer l'incomparable dévouement sans troubler leur modestie, car les bruits du monde et les échos de la presse ne franchissent pas les échos de leur cloître.

Cette maison hospitalière a été inaugurée avant-hier, au milieu d'une nombreuse assistance, par Mgr Richard. Ses deux salles seront ouvertes aux malades dans un mois. Elles seront bientôt insuffisantes. Mais l'architecte a prévu ce développement prochain. Un nouvel élan de la charité permettrait de compléter son œuvre; et la charité française est inépuisable: il suffit de lui indiquer un but utile pour qu'elle s'y précipite.

Nous ne pouvons qu'applaudir à ces intelligents efforts de l'initiative privée. Ceux qui emploient si noblement leur temps et leur fortune ne songent guère à la politique: ils en font, sans le savoir, et de la meilleure. Ils servent le peuple, comme il faut le servir, sans le flatter, sans rechercher sa faveur. Mais il y a dans l'âme des masses un instinct de justice, qui sommeille parfois, qui se réveille tôt ou tard. Le peuple finira par comprendre de quel côté sont ceux qui l'aiment réellement et de quel côté ceux qui l'exploitent!

Voici la liste des candidats offerts par les radicaux aux électeurs parisiens :

MM. le commandant Laborde, ancien sénateur; Achard, ancien député; Briallou, ancien député; de Douville-Maillefeu, ancien député; Maillard, président du conseil municipal; Millerand, conseiller municipal.

Proposer M. Laborde, c'est recommander l'indiscipline dans l'armée.

Proposer MM. Achard, Briallou et de Douville-Maillefeu, c'est prétendre réviser les décisions du suffrage universel, qui a rejeté ces trois candidats, dont on connaît d'ailleurs le médiocre talent.

Il n'y a donc pas de Parisiens à Paris, pour aller chercher ces épaves des naufrages électoraux des départements?

Nous n'avons donc pas d'hommes de mérite, pour en être réduits, à Paris, au régime de ces candidats?

Protestation

La sous-commission chargée de l'examen de l'élection de la Corse vient de conclure à l'invalidation.

Nous voulons croire que cette proposition, dictée par l'esprit de parti, sera rejetée par la Chambre.

Nous voulons espérer que la majorité, honteuse d'avoir voté une fois contre le suffrage universel en invalidant les élus de Tarn-et-Garonne, reculera devant les invalidations qui lui sont encore proposées.

S'il en était autrement, que faire et que dire? Le voici :

Un de nos amis nous écrit ce qui suit : « La droite forme un tiers de la Chambre. Elle n'a pas été envoyée pour protester seulement, mais pour empêcher le mal, pour sauver la liberté avec la religion, pour sauver la propriété que menacent toutes les hypocrisies du socialisme légal, pour sauver les finances, pour sauver l'armée livrée d'avance à l'étranger par les lâchetés des ambitieux, pour sauver enfin la patrie et la dignité de chacun de nous. Elle ne peut pas désertir son poste. Il faut qu'elle y meure. »

Je ne veux donc pas, quoi qu'il arrive, qu'elle abandonne son mandat. Mais si les invalidations devaient continuer, si la proscription, honteusement commencée, devenait un système, qu'elle n'hésite pas. Bonapartistes, monarchistes, républicains modérés, qu'un même élan les fasse se dresser, comme au 4 et au 10 octobre! Qu'après avoir protesté à la tribune, ils s'adressent au pays. Qu'une protestation signée de tous, des invalides comme de ceux qui vont l'être, de ceux qu'épargne la prudence de la majorité comme de ceux qu'esquive la haine menaçante, de tous, je le répète, soit envoyée dans tous les départements. Qu'elle fasse connaître le suffrage universel comment le traitent ses flatteurs de la veille. Que la voix tonnante de la vérité retentisse dans toutes les communes, dans les villes et dans les bourgades, dans l'usine comme dans la chaumière, dans les champs et dans les vallées!

Que l'opresseur tremble, que tous les masques tombent, et si la minorité, si le droit succombent, que la France au moins sache qu'avec eux autre chose est tombé, le régime représentatif lui par

au palais royal de Madrid à eu lieu hier, à deux heures.

Le cortège, est parti du Pardo à onze heures; le char funèbre, traîné par huit chevaux noirs et entouré de tous les grands-officiers de la couronne, est arrivé à la Florida à une heure.

Le canon tonnait de quart d'heure en quart d'heure, dès le moment où le char funèbre a été en vue.

Voici l'ordre du cortège :

Vingt-quatre piqueurs à cheval ;

Timbaliers, clairons et hérauts d'armes à cheval ;

Quatre servants des écuries à pied, tenant en mains les quatre chevaux de selle favoris du roi, couverts d'un crêpe noir ;

Huit chevaux des écuries royales caparaçonnés et couverts aussi d'un immense crêpe noir ;

Un escadron de la garde royale ;

Le clergé ;

Les gentilshommes de la chambre du roi ;

Le majordome de semaine ;

Deux courtiers royaux à cheval ;

Les généraux ;

Le corps diplomatique ;

Des grands d'Espagne ;

Le char funèbre excessivement simple, tout nu, bordé d'or.

A travers une sorte de caisse de cristal, on aperçoit le cercueil de satin jaune brodé d'or qui recouvre le cercueil en plomb où repose le corps du roi ;

Des grands d'Espagne ;

Les hauts dignitaires du palais, en tête desquels marche, touchant presque le char funèbre, M. le duc de Sesto.

Puis venaient les hallebardiers et le complément de l'escadron royal, précédés de la voiture noire légendaire de Jeanne la folle.

Le cortège est entré au palais par la porte de la Armeria ; le char s'est arrêté devant l'escalier d'honneur.

Quatre grands d'Espagne ont retiré le cercueil du char et l'ont transporté dans la grande salle du trône où est la chapelle ardente.

Le corps d'Alphonse XII est déposé au même endroit et de la même façon que celui de sa première femme, la reine Mercédès.

Quatre gardes de Espinosa veillent sur le cercueil royal. Les deux placés à la tête portent le sceptre de la couronne déposé sur deux coussins. Deux grands d'Espagne, deux officiers de hallebardiers et deux officiers des gardes complètent la veille du corps.

La reine

La reine, dont la douleur est inénarrable, est arrivée au Palais quelques instants après le cortège.

Elle seule et les infantes peuvent entrer dans la salle du trône où se trouve le corps du roi.

Dans le premier affolement de son désespoir, la reine déclara qu'elle se retirerait dans un couvent ; et il a fallu toute la chaleureuse éloquence de ses amis pour la dissuader de cette résolution si contraire aux vrais intérêts de sa fille et du pays.

Elle attend impatiemment l'arrivée de ses frères.

A Madrid

Toute la ville est en émoi. Au calme relatif des jours précédents a succédé une animation qui tient de la fièvre.

Une foule innombrable se pressait aux abords du palais et à la Florida, où les autorités attendaient le corps pour le recevoir solennellement.

Aucune manifestation inconvenante ne s'est produite : les partis ont fait trêve pendant toute la durée de la cérémonie, et cette trêve durera, certainement jusqu'après les funérailles, dont le jour n'est pas encore définitivement fixé.

On parle de lundi ou de mardi.

M. Canovas del Castillo

Le mandat que la Régente avait confié au ministre est expiré.

Le président du conseil, M. Canovas, en exprimant ses vifs regrets, a déclaré que sa conviction est que la nouvelle royauté proclamée hier a besoin d'un nouveau ministre.

« Il est persuadé, a-t-il dit, que Sa Majesté sera sagement inspirée, et que les hommes d'Etat choisis par elle sauront rendre l'Espagne prospère. Il supplie Sa Majesté d'admettre ces motifs, et il termine sa lettre en appelant la bénédiction du ciel sur le successeur légitime du roi Alphonse, ainsi que sur la reine-régente et sur toute la dynastie, dont l'Espagne partage l'affliction. »

Avant de recevoir la démission de M. Canovas, la reine lui avait demandé s'il ne pouvait continuer à diriger les affaires.

— Oui, lui avait répondu M. Canovas, mais en faisant une politique de résistance des plus énergiques.

C'est alors que Sa Majesté accepta la démission de M. Canovas. Elle ajouta qu'elle voulait l'appellation d'une politique largement libérale.

Et donnant congé à M. Canovas en lui disant textuellement ces mots :

« Le peuple espagnol comprendra mieux par la force de la raison que par la puissance du bras que ma fille possède tous les droits pour monter sur le trône d'Espagne. »

« Je la confie à la loyauté des Espagnols. »

Le nouveau ministère

Le nouveau ministère est constitué comme suit :

Présidence du conseil sans portefeuille, M. Sagasta.

Affaires étrangères, M. Morel.

Justice, M. Alonzo-Martinez.

Guerre, le maréchal Jovellar.

Finances, M. Camacho.

Intérieur, M. Venancio Gonzalez.

Marine, l'amiral Beranger.

Travaux publics, M. Montero Rios.

Colonies, M. Navarro Rodrigo.

Le nouveau ministre, présidé par M. Sagasta, prêtera serment le 5 décembre.

Demain, la Gazette officielle publiera le décret convoquant les Cortes pour la cérémonie de la prestation de serment à la reine régente.

Après la dissolution des Cortes, M. Sagasta proposera de procéder à de nouvelles élections, en laissant à celles-ci une liberté absolue.

La ligne de conduite politique du nouveau ministère dépendra des Cortes ainsi réunies.

L'amnistie pour les délits de presse sera accordée.

Les partis

Comme nous l'avons dit hier, les ré-

publicains se proposent d'agir le plus promptement possible. Les conciliabules se suivent avec activité. Il s'agit d'obtenir que la concentration de tous les groupes se fasse quant à présent, sauf à se déchirer si sonne pour les républicains l'heure du pouvoir. C'est ce qui est arrivé à dix ans.

M. Zorilla, que l'on disait revenu à des idées modérées, se remue plus que jamais ; comme on le verra d'autre part, il affecte de croire à l'avènement prochain de la République et croit ou paraît croire que l'armée prêterait son concours à la révolution. Selon lui, un grand nombre de généraux n'attendent qu'un signal pour passer à l'ennemi.

Nous espérons bien, pour l'honneur de ces généraux et pour celui de l'armée, que le révolutionnaire prend ses désirs pour la réalité et que ceux qui déclarent déjà rester sourds à son appel.

Les Carlistes

Les chefs carlistes déploient, paraît-il, une activité extraordinaire pour préparer un soulèvement général de la Catalogne et de la Navarre, où Don Carlos a toujours eu beaucoup de partisans ; mais le gouvernement a pris ses mesures.

L'Espagne va être mise en état de siège. Quoi qu'il en soit, de mauvais jours se préparent pour l'Espagne, et il faudra toute l'énergie du gouvernement pour parer aux terribles éventualités que l'on redoute.

A Paris

Toute la colonie espagnole se propose de se rendre à Madrid pour assister aux obsèques. Hier soir, la gare d'Orléans était déjà encombrée par une foule de personnages de marque qui partaient pour l'Espagne.

Nous avons reconnu le duc de Fernan-Nunez et son fils, le marquis de la Mina, le duc d'Albe, M. Castel Moncay, notre confrère M. Eusebio Blasco, M. Jacinto Ruiz, Mazo, etc., etc.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 28 NOVEMBRE

La température est très basse dans l'Est de l'Europe, douce dans l'Ouest et le Sud. En France, le temps a la pluie va continuer.

Hier, à Paris, le ciel a été couvert.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Tempête de S. O. ; mer grosse.

Océan. — Tempête de S.-O. ; mer grosse.

MÉDITERRANÉE. — Vent faible ; mer belle.

Aujourd'hui, 28 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... + 10 °/5

A onze heures du matin... + 9 °/5

A deux heures du soir... + 10 °/5

Température la plus basse de la nuit... + 5 °/5

Le baromètre est à 753 millimètres.

L'Association syndicale des Journaux a tenu, hier, son assemblée générale annuelle au Grand-Hôtel, sous la présidence de M. Jourde.

MM. Hervé, directeur du *Soleil* et Desvès, de la *Loi*, assistaient le directeur du *Sicile*.

Vingt-sept journaux étaient représentés.

Lecture a été donnée par M. Gaston Carle, secrétaire, du rapport présenté par syndicat, ainsi que de l'exposé de la situation financière de l'Association syndicale de la presse parisienne.

Une discussion s'est ensuite engagée sur la question des moyens à employer et de la procédure à suivre pour empêcher la location des journaux par les marchands qui, n'étant que de simples dépositaires chargés de vendre et non pas de louer les feuilles à eux confiées, commettent un véritable délit d'abus de confiance.

La réunion, à l'unanimité, a donné mandat aux membres du bureau de faire de nouvelles et instantes démarches auprès de M. le ministre de l'intérieur pour qu'il donne à M. le préfet de la Seine, et à M. le préfet de police, les instructions nécessaires afin d'empêcher la continuation de cette coupable pratique, très préjudiciable à tous les organes de la presse.

L'assemblée avait à élire six membres du syndicat : quatre faisant partie du tiers renouvelable chaque année, et deux autres membres, l'un pour un an et le second pour deux ans, en remplacement de M. Edmond About, décédé, et de M. Laffitte, démissionnaire.

Ont été élus :

Pour trois ans : MM. L. Gal, *Liberté* ; Paul Meurice, *Rappel* ; H. Pessard, *National* ; Guyon, *Patrie*.

Pour un an : Henry Fouquier, *XIXe Siècle*.

Pour deux ans : M. Charles Laurent, *Paris*.

La séance a été levée à cinq heures et demie.

La souscription pour le monument de l'amiral Courbet, dont le siège reste établi, 4, place du Palais-Bourbon, sous la présidence du vice-amiral de Dompière d'Hornoy, député, continue son cours ascensionnel : elle atteint 150,000 francs.

Maintenant que le succès de cette souscription est assuré, la collaboration des sculpteurs Mercier et Falguière va devenir effective et ils vont pouvoir se mettre énergiquement au travail.

On connaît l'avant-projet du monument de l'amiral Courbet. L'amiral est représenté debout, dans l'attitude du commandement, sur l'avant d'un navire de guerre battu par la vague. La Gloire, placée derrière lui, semble le pousser en avant, tandis que la Foi et l'Espérance, assises de chaque côté du bordage, symbolisent les vertus de l'homme de mer.

Toute cette partie est superbe d'allure et de mouvement, et elle subsistera sans grandes modifications.

Quant au reste, l'artiste a reconnu que l'aspect en serait disgracieux et lourd, et la proue de navire va faire place à un haut piédestal de granit sur lequel le groupe sera placé.

Nous avons, au mois de juin dernier,

annoncé le retour en France du directeur des travaux du canal de Panama, M. Dingler.

Nous apprenons aujourd'hui que M. Léon Boyer, sous-directeur de la construction des chemins de fer au ministère des travaux publics, vient d'être désigné pour le remplacer.

M. Léon Boyer est un ingénieur fort distingué, qui a dirigé la construction du chemin de fer de Marvejols et celle du fameux viaduc de Garabit, dans le Midi de la France.

La Compagnie de Panama a donc fait, en le mettant à la tête de ses travaux, un excellent choix.

Une élection sénatoriale devant avoir lieu le 13 décembre prochain dans le département d'Eure-et-Loir pour remplacer M. Jumeau, décédé, une foule de candidats républicains se présentent aux suffrages des électeurs.

Des maintenant, on cite : MM. Dreux, ancien député ; Lucien Langlois, ingénieur civil ; Victor Corbière, maire de Maintenon et conseiller général ; Truelle, ancien député ; Boutet, maire de Chartres ; Pierre Roussille, président du comice agricole, et Ferdinand Dugué, auteur dramatique.

Ainsi, les lauriers de l'Ambigu ne suffisent pas à l'auteur des *Pyramides de la Savane*. Il ambitionne encore la chaise curule de nos pères conscrits.

Si, par hasard, M. Ferdinand Dugué est nommé, il pourra, à l'instar de M. Méline, inventer une décoration spéciale, celle : *De la croix de ma mère* ! et si la *Bourgogne était heureuse* sous Philippe le Hutin, espérons que le pays chartrain ne sera pas moins heureux d'être représenté au Sénat par M. Ferdinand Dugué.

Nous avons dit il y a quelques jours, sans le nommer, qu'un député de la Seine était sujet à des troubles cérébraux très graves, qui faisaient craindre pour sa raison.

Plusieurs de nos confrères ayant imprimé son nom, nous pouvons aujourd'hui nous départir de notre réserve :

Ce malheureux député n'est autre que le docteur Villeneuve ; et on vient de le faire entrer dans une maison de santé.

Savoir conter d'une façon alerte, vivante, le roman à la fois cruel et burlesque de la vie, tel est le problème résolu par notre sympathique confrère Paul Vernier, dans son livre *Les Dévoyés*.

Le grand succès qu'obtient ce volume en librairie est, cette fois, bien justifié.

La commission des crédits

La commission des crédits pour le Tong-King et Madagascar a entendu hier MM. Brissot, président du conseil, Camponon, ministre de la guerre, Galibier, ministre de la marine, et de Freycinet, ministre des affaires étrangères.

C'est M. Brissot qui a été entendu le premier.

— Le gouvernement, a dit le président du conseil, n'est pas pour la politique d'aventures ni pour la politique d'expéditions lointaines ; mais, quant aux opérations en cours, il n'est pas pour la politique d'abandon.

Pour ce qui concerne le Tong-King, en particulier, il repousse tout projet d'évacuation immédiate ou d'évacuation prochaine et annoncée. On voit immédiatement les périls de cette évacuation même simplement annoncée. Nos ennemis reprendraient courage et des massacres certains se produiraient. L'intention du gouvernement est de restreindre les frais d'occupation. On peut y parvenir par le système du protectorat.

Le centre de ce protectorat devrait être à Hué. Dans le reste du pays, au Tong-King, par exemple, on aurait, sous les ordres du résident général, des résidents particuliers, des contrôleurs. Comme troupes, on organiserait une force composée de 5 à 6,000 hommes au plus de troupes européennes quadruplés 5,000 hommes à peu près de soldats tonkinois, et on pourrait, si besoin était, élever l'effectif de ces troupes locales.

M. Brissot n'est pas pour une occupation partielle du pays ; il ne veut pas que nous soyons assésés dans certaines parties du Tong-King ; mais il faudrait agir avec mesure et précaution.

Quant à la question financière, nos nouvelles possessions, par les dotations, par la régie de l'opium, pourraient à bref délai fournir de 100 à 120 millions ; si on compare la situation du Tong-King à celle de la Cochinchine, on reconnaît que ces chiffres ne sont pas exagérés. Dans tous les cas, en supposant que la France eût à payer pendant un certain temps son effet d'occupation à dire l'entretien des 5 ou 6,000 hommes, cette charge, dans la pensée du gouvernement, n'est pas comparable aux conséquences qu'aurait certainement l'évacuation du Tong-King.

M. Andrieux dit que la déclaration ministérielle au début de la session parlementaire avait fait croire que l'intention du gouvernement était de restreindre l'occupation du Tong-King ; les explications de M. Brissot semblent, au contraire, indiquer une extension d'occupation.

M. Brissot maintient qu'il n'y a pas contradiction entre ses deux déclarations.

M. Delafosse dit que le gouvernement semble croire que l'occupation du Tong-King soit possible avec 5,000 hommes encastrés des troupes indigènes, pour la pacification n'est pas accomplie.

M. Camponon, ministre de la guerre. — Il ne s'est pas passé un événement de quelque importance qui n'ait été porté à la connaissance du pays. En ce qui me concerne, je remettrai à la commission toute ma correspondance avec le général de Courcy, et ce sera la preuve de ce que j'avance.

Partout où les troupes se sont présentées à Annam, les citadelles ont été prises et les stations occupées sans coup férir. Dans le Delta, des compagnies se promènent dans tous les sens, traquent les bandes de rebelles dont elles ont facilement raison. Les indigènes livrent ces bandes ; c'est une œuvre de gendarmerie qui n'est ni plus ni moins que l'œuvre de l'hiver. Quand je paraisais autrefois de l'occupation du Delta, je ne songeais qu'aux troupes françaises ; mais avec les troupes indigènes, c'est autre chose.

Les troupes tonkinoises se recrutent très bien et tiennent parfaitement devant l'ennemi.

Interpellé par M. Andrieux, le ministre de la guerre ajoute qu'il y a quatre régiments indigènes à former et que leur organisation avance rapidement.

M. Henri Rochefort se plaint de ce que l'on ne sache rien et de ce que l'on n'ait pas de dépêches.

Il qualifie ensuite de rêveries les projets du gouvernement et prétend que les troupes indigènes feront défection à la première occasion.

M. le ministre de la guerre répond que les dépêches seront toutes communiquées à la commission ; quant à ce qui concerne le dévouement des troupes indigènes, il n'est pas douteux.

M. Hubbard dit que l'on ne peut pas répondre de la situation si la Chine intervient de nouveau, même indirectement.

M. le général Camponon répond qu'assurément il n'est pas possible de répondre de la situation dans toutes les éventualités. Si, dans l'avenir, la Chine intervenait, la situation changerait nécessairement.

Mais, en l'état actuel, la paix étant faite avec la Chine, la question peut être résolue facilement par la réduction des dépenses en hommes et en argent.

M. Andrieux. — Nous sommes, en définitive, à la merci de la Chine. Le jour où l'occupation française serait diminuée considérablement, notre sécurité pourrait être fortement compromise. La Chine pourrait faire un retour offensif.

M. Granet. — Quel est l'intérêt commercial, colonial qui justifie les dépenses considérables qui nous sont demandées ? Comment peut-on organiser le Tong-King au point de vue civil ? Quels avantages peut-on en retirer ? Quel est le bénéfice que peut obtenir la France en occupant cette colonie ?

M. Brissot. — Il y a une grande part d'aléa et d'incertitude dans le développement d'une colonie. Nous n'avons pas d'indication précise à donner. On n'a jamais pu en donner au début d'une semblable entreprise. Tout ce qu'on peut dire, c'est que la Cochinchine consommait pour 12 millions de marchandises françaises, le Tong-King paraît appelé à en consommer beaucoup plus.

M. le ministre des affaires étrangères dit que la Chine se renferme de la façon la plus rigoureuse et la plus loyale dans les conditions du traité de paix. Elle n'a jamais occupé de fait le Tong-King avant la guerre qu'elle a entreprise contre nous ; cette guerre, de sa part, a été une guerre d'amour-propre. La Chine semble avoir pris son parti de la manière la plus complète du traité nouveau. Elle est, d'une façon générale, opposée à toutes les entreprises guerrières. La guerre qu'elle a engagée contre nous lui a coûté plus d'un demi-million. Elle n'est pas tentée de recommencer. Il n'y a à l'horizon aucun germe de difficultés avec cette puissance. Tous nos rapports avec elle le prouvent. Les témoignages de sympathie qu'elle nous donne à l'heure qu'il est le démontrent surabondamment.

Répondant à M. Raoul Duval, qui insiste, le ministre des affaires étrangères dit qu'il y a autant de chances pour que des liens de commerce, de grandes affaires industrielles se nouent entre la Chine et la France qu'entre la Chine et l'importation d'une autre grande nation. Le ministre ajoute que si on installe au Tong-King un certain nombre de rapports d'intérêts qui s'établiront entre les deux pays. Si la Chine voulait troubler notre occupation, elle n'aurait pas signé de traité avec nous. Elle met, à l'heure qu'il est, une véritable coquetterie à ignorer les événements qui se sont passés au Tong-King et en Annam depuis le traité de paix.

Répondant à M. Delafosse, M. le président du conseil rappelle, à propos des dangers de l'évacuation, ce qu'il a dit au sujet des périls qui assailleraient des populations qui ont marché avec nous. Prendre pour point de départ l'idée fixe de l'évacuation et s'imaginer qu'on pourra, dans de telles conditions, obtenir des traités de commerce avantageux d'autrui, c'est se tromper. Le remplacement du traité actuel, c'est à une chimère absolue.

M. l'amiral de Gueydon ne croit pas à la sécurité d'avenir au Tong-King. Le traité a été signé par la Chine pour lui donner le temps d'avoir une marine. La milice tonkinoise n'aurait jamais sa solidité. La situation au Tong-King en Annam n'est pas bonne en ce moment. L'amiral ne se prononcera pas pour l'évacuation, parce qu'il dirait que c'est elle qui a amené la révolution, et il vaut mieux qu'elle vienne toute seule. Mais il est certain qu'on a commis des fautes. Il faut un malais entre la Chine et nous. Si vous voulez faire quelque chose en Chine, tâchez de vous faire retoucher les Pescadores. Il faut sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes.

M. le ministre de la guerre dit qu'il est malheureux que les armées qui ont gouverné la Cochinchine n'aient pas pensé comme l'amiral de Gueydon, parce que ce sont eux qui nous ont conduits au Tong-King.

M. le ministre de la marine : il n'y en a eu qu'un.

M. l'amiral de Dompière d'Hornoy déclare que, en effet, l'amiral Dupré, poussé par Dupuis, a voulu nous engager au Tong-King.

L'orateur était, à ce moment, ministre ; il dit à Dupré : « N'engagez pas la France au Tong-King. En 1874, lorsque le traité établissant notre protectorat a été présenté à l'Assemblée, il n'était plus ministre. Il n'était pas pour l'occupation du Tong-King, parce qu'il n'y avait pas de frontière possible. »

M. le ministre de la guerre regrette de nouveau que la marine nous ait engagés dans ces affaires.

M. Follin demande si on craint un soulèvement des populations ou une attaque ouverte de l'Annam.

M. le ministre de la guerre dit qu'après avoir fait preuve d'impudence en Annam nous aurions à craindre tout à la fois des attaques venant du dehors et des insurrections en Cochinchine.

M. le président du conseil ajoute qu'il y aurait à redouter un soulèvement général de toutes les populations annamites.

M. Lalande interroge le gouvernement sur le Cambodge.

M. le ministre de la marine répond que les troubles du Cambodge, qui n'ont jamais eu de gravité, doivent être considérés comme terminés.

On s'occupe ensuite de Madagascar.

Le gouvernement demande l'ajournement de la discussion de fond, et ne réclame que le vote des crédits pour le premier trimestre.

M. Raoul Duval dit que le gouverneur de la Réunion l'année dernière, a annoncé la conquête de Madagascar.

Il demande que le gouvernement s'explique.

M. le ministre des affaires étrangères répond qu'il ne voit pas à quoi sert l'interrogation posée. On ne veut que prolonger pendant quelques semaines la situation actuelle.

A la suite de ces explications, les ministres se sont retirés. La commission a décidé alors qu'elle se diviserait en sous-commission pour l'étude des documents qui lui seront communiqués par les différents ministères.

Les sous-commissions se réuniront chaque jour dans la matinée et la commission tiendra ses séances quotidiennes dans l'après-midi.

Le général Brère de l'Isle, Patenôtre, Ristelhuber et Lemaire, seront convoqués devant la commission.

NOUVELLES DIPLOMATIQUES

Vous avez très sagement apprécié les événements qui se passent en Orient, en ce moment, et les articles spéciaux que vous avez consacrés à ces graves questions, ont été remarqués dans le monde diplomatique de Paris, on n'est plus à rendre justice à votre impartialité et à l'élevation de vos idées. Il est parfaitement exact que c'est l'Angleterre qui a tout embrouillé au début, et que la France a eu trop souvent l'occasion de lui prêter son concours, alors qu'elle n'y avait aucun intérêt et qu'elle était payée, au contraire, pour savoir que ce n'était pas du cabinet de Saint-James

qu'elle devait attendre aide et appui, en cas de nécessité. Mais M. de Freycinet, qui avait déjà sacrifié tous nos intérêts à ceux de l'Angleterre, en Egypte, et qui, d'ailleurs, ne connaît pas la question d'Orient, a continué à faire son jeu à Constantinople.

Avec un peu d'esprit politique, nos gouvernements auraient cependant pu reconnaître que c'est avec la Russie que la France aurait dû marcher et non pas avec l'Angleterre, qui ne s'est jamais alliée avec elle, dans les moments difficiles, que pour l'abandonner aussitôt le danger passé.

Dans la Russie, nous avons une amie sûre et désintéressée, tandis que, dans les hommes du cabinet anglais, que ceux-ci soient whigs ou tories, nous n'avons que des ennemis déclarés.

Cela dit pour l'instruction du lecteur, je me hâte d'ajouter que l'opposition de l'Angleterre à la triple alliance des grands Empires de l'Est ne vise que l'

La Révolution. Castelar, lui-même, notre Jules Simon, ainsi que vous l'avez nommé en France, commencent à s'apercevoir que la République n'est pas une simple affaire d'ordre public. L'accord est absolu entre nous tous. Tous nous voulons faire la révolution et proclamer la République, parce que la République seule peut sauver l'Espagne.

Pour moi, je n'ai pas attendu, dans le passé, que la République s'imposât comme aujourd'hui pour être républicain; je le suis devenu après sa chute et, suivant le mot de M. Thiers, parce que j'ai considéré que c'était le gouvernement prêtant le moins aux divisions, et sous l'égide duquel pouvaient le plus facilement se réunir les différents partis libéraux.

— Alors, nous devons nous attendre à l'avènement très prochain de la République espagnole.
— Absolument.
— Et les carlistes, qu'en faites-vous?
— Oh! les carlistes, si vous connaissez, pardonnez-moi ce reproche, moins superficiellement l'Espagne, vous savez qu'une révolution n'est plus désormais possible qu'autant qu'elle est faite avec l'aide de l'armée. Eh bien! dites-moi donc, je vous prie, quand le carliste a vu une seule, vous entendez, une seule compagnie de l'armée se prononcer pour lui?

Faits divers

Un acte de courage. — Un gardien de la paix du troisième arrondissement, dont nous regrettons de ne connaître ni le nom ni le numéro, a accompli ce matin un acte de courage des plus méritoires. L'aut-il espérer que M. Gragnon, préfet de police, mettra autant d'empressement à le récompenser qu'il en a mis à révoquer des agents pour leurs opinions contraires à la République?

Le cheval attelé au flanc 1464, ayant pris le mors aux dents, venait de descendre le boulevard du Temple avec une rapidité vertigineuse, semant l'effroi sur son passage. Place de la République, deux agents se trouvaient en faction; ils se mirent en devoir d'arrêter la voiture. L'un d'eux, plus agile que son collègue, parvint, au risque de se faire broyer, à saisir la bride du cheval. Mais l'animal continuait sa course folle; le gardien fut traîné pendant une centaine de mètres. Il dut, pour arriver à maîtriser la bête, sauter par-dessus une voiture à bras qui se trouvait en travers de sa route; enfin, un passant vint à son aide; la voiture fut arrêtée devant le n° 13 du boulevard Saint-Martin.

La conduite de l'agent est d'autant plus digne d'éloges qu'il avait conscience du danger qu'il courait. C'est miracle qu'il n'ait pas été écrasé. Par son courage, par son sang-froid, il a évité de nombreux accidents. Les témoins du fait l'ont vivement félicité.

Le crime de Frépiillon. — On se rappelle que, le mois dernier, un sieur Delor et sa femme, au soir, à huit heures, apportés dans leur charrette, à la mairie de Frépiillon, le cadavre d'un homme dont la gorge était coupée et qu'ils prétendaient avoir ramassé sur la route.

L'enquête força Delor à reconnaître que cet homme n'avait point été trouvé sur la route. C'était un sieur Pelman, qui leur avait demandé à monter dans la voiture et qu'ils avaient accepté comme compagnon de voyage.

Is dirent alors que, Pelman étant descendu à Soisy pour leur payer à boire, avait commis l'imprudence de montrer une somme de 200 francs qu'il avait dans sa poche; qu'étant descendu de nouveau aux murs de Soisy, pour un besoin, il était resté en arrière et avait été tué par un rôdeur.

On leur démontra encore, par la position du cadavre et la nature de la blessure, qu'ils mentaient.

Quand on a confronté la femme Delor avec le cadavre de Pelman, un soir, à huit heures, apportés dans leur charrette, à la mairie de Frépiillon, le cadavre d'un homme dont la gorge était coupée et qu'ils prétendaient avoir ramassé sur la route.

« Depuis la mort de ma mère, il m'est impossible de voir un mort. » Or, l'instruction a établi que la femme Delor a participé au crime, ce qu'elle elle qui a placé le corps de Pelman dans la voiture, qui a recouvert le cadavre avec une couverture et qui a voyagé sans manifester la moindre émotion.

Les époux Delor furent conduits à la prison de Poissy, ainsi que leur neveu, qui faisait partie du voyage, ce qu'ils avaient caché d'abord.

Voyant que le juge refusait toutes leurs explications mensongères, s'apercevant que dans leurs interrogatoires séparés, ils se contredisaient mutuellement, les inculpés ont pris le parti de ne plus répondre aux questions qui leur étaient posées.

Se basant sur leur nationalité belge, ils ont prétendu ne pas comprendre le français.

Or, les époux Delor, habitent Seine-et-Oise depuis douze ou quinze ans, sont marchands, vont vendre leurs légumes au marché et ont toujours causé français.

Néanmoins ils ont persisté à dire qu'ils ont été forcés de leur procurer un interprète, avec lequel ils ont causé flamand.

Cela ne les a pas empêchés d'être forcés d'avouer que c'était eux qui avaient tué Pelman. Seulement, ils ont dit que c'était pour se défendre contre ses violences.

La position du corps, l'état de la voiture ou pas un bruit de paille n'était dérangé, rend cette nouvelle version insoutenable. D'ailleurs, elle n'explique pas la vol des 200 francs qui ont été enlevés à Pelman.

On espère arriver à leur faire avouer le rôle de chacun d'eux dans l'affaire.

En tout cas, leur culpabilité n'est pas douteuse.

Une mauvaise plaisanterie. — Il y a quelques jours, vers neuf heures du soir, un concubine de la rue de Loos, nommé V..., se dirigeait comme un jour vers le commissariat de police du quartier, et racontait qu'un jeune homme venait de tirer sur lui, dans l'allée de sa maison, où il avait dû s'embarquer, un coup de revolver.

D'ailleurs, elle n'explique pas la vol des 200 francs qui ont été enlevés à Pelman.

On espère arriver à leur faire avouer le rôle de chacun d'eux dans l'affaire.

En tout cas, leur culpabilité n'est pas douteuse.

Un drame conjugal. — Les époux Didon qui habitent, 65, rue Pajol, vivent en mauvaise intelligence, depuis longtemps déjà; une violente discussion s'étant élevée, avant hier soir, entre eux, parce que le mari, en rentrant n'avait pas trouvé le dîner prêt, ce dernier a saisi la soupère venant d'empêcher sa femme et la lui a lancée à la tête.

Affolée par la douleur que lui causaient les nombreuses brûlures, la femme Didon a saisi une hachette, et a asséné un coup sur la tête de son mari qui s'est affaissé sur le sol.

Aux cris poussés par les deux blessés, les voisins sont accourus; le mari, conduit dans une pharmacie, a été, après un premier pansement, transporté à l'hôpital Lariboisière.

La femme a reçu les soins nécessaires à son domicile.

Les renseignements recueillis représentent le mari comme très jaloux et fort violent; la femme, au contraire, est estimée de tout le monde.

Cette malheureuse ayant un enfant en bas âge, le commissaire de police l'a laissée en liberté.

Voleurs mis en fuite. — Des malfaiteurs ont essayé de s'introduire cette nuit, dans une boutique de bijouterie, appartenant à M. Lemaire, et située 52, rue Notre-Dame-des-Victoires.

Ils étaient occupés à forcer à l'aide d'une pince-monsieur la devanture du magasin, quand, surpris par une ronde de gardiens de la paix, ils se sont enfuis en abandonnant leur pince-monsieur, un troussseau de fausses clefs et un ciseau à froid.

C'est la troisième visite que les voleurs font au magasin de M. Lemaire; les deux fois précédentes, les malfaiteurs avaient réussi à lui enlever une certaine quantité de bijoux.

Danger des armes à feu. — Hier matin, vers huit heures, un gardien de la paix du vingtième arrondissement, nommé Jacquemin, passait rue Julien-Lacroix, recit dans le genou droit une balle de calibre.

Un M. G., marchand, établi au n° 78, s'amusa à tirer une carabine-salon chez lui.

Il avait atteint le gardien sans aucune intention criminelle.

La blessure du gardien de la paix est sérieuse.

L'affaire de Vincennes. — M. Gourdon, sous-économiste de la gare du chemin de fer de Lyon, qui, il y a quelques jours, avait été trouvé dans le bois de Vincennes, baignant dans son sang, et transporté à l'hôpital Saint-Antoine, par les soins d'un soldat du 124^e de ligne, était resté sans connaissance depuis ce moment.

Pendant l'avant-dernière nuit, M. Gourdon s'est tout à coup levé, puis, s'approchant d'une table sur laquelle se trouvaient du papier, de l'encre et des plumes, il s'est mis à écrire, ou plutôt à tracer des signes illisibles, à travers lesquels on put cependant déchiffrer un nom de femme plusieurs fois répété, celui d'Aglaé.

M. Gourdon s'est ensuite reconché, et, malgré tous les efforts et les questions des personnes présentes, il n'a plus voulu faire un mouvement ni prononcer une parole.

ce coureur de grands chemins. Non. Le Gambert désormais était de la maison. C'était une chose sur laquelle il n'y avait plus à revenir. Il y resterait. Il y resterait toujours. Et de cette certitude elle était oppressée.

Perrier, cependant, s'étant enfoncé dans sa chambre, le silence était autour de l'homme, et seule, affranchie, elle soupirait, parce que le manteau de plomb qu'elle portait avait été enlevé. Néanmoins, elle se trouva toute molle, encore lâche. Et comme son chagrin, sa colère d'avoir été si profondément trahie se débriderent, les jambes brisées, elle s'affala sur un siège, et ployée, ses deux mains battant son front, battant ses tempes, voilà qu'elle sanglota. Elle était très malheureuse.

En cette détente, un désarroi d'images affluait, la tourmenta; un chaos de projets, d'intentions qui s'enfuyaient à mesure sans s'être formulés. Du temps s'écoula avant que le calme se rétablît. Puis, lentement, de ce désarroi, de ce chaos, le souvenir émergeant se précisa d'une de Saint-Ouen des Vallons, dont on avait beaucoup parlé l'autre année — la nièce des Millaud. Elle s'était noyée dans la Mare verte. Pauvre fille! cette nièce des Millaud avait quinze ans, son âge à elle.

Mais ce souvenir aussi se brouilla, se confondit dans le tumulte d'autres rappels, dans un retour des peurs premières; et meurtrissant de ses poings ses paupières et gémissante, Victoire se bornait à haleter en sa confusion, n'attendant plus d'allègement que de ses larmes.

« Ne pleure pas, » lui dit Constant. Il était rentré, il tâchait de la rassurer. Il voulait qu'elle le vit, qu'elle le sût près d'elle. Il lui dit qu'il l'aimait. Peine perdue! Victoire ne semblait pas le comprendre, ne semblait pas l'ouïr; elle était égarée, démente. Quand elle reprit possession d'elle-même : — « Quoi? qu'est-ce que tu me veux? » dit-elle.

Et elle l'écarta, mauvaise. Lui, à cet accueil, frémit, opprimé d'une

L'état physique du malade s'est sensiblement amélioré.

Disparition d'enfants. — Trois enfants, trois garçons, appartenant à trois familles différentes, âgés de treize, quatorze et quinze ans, ont quitté leur domicile respectif depuis le 24 novembre, et n'ont pas reparu depuis.

Les démarches les plus actives n'ont encore donné aucun résultat.

La population de l'Egypte. — M. Boinet a publié, dans le Bulletin de la Société géologique de géographie, un intéressant mémoire sur le recensement de 1882.

La population de l'Egypte proprement dite, non compris les provinces soudanaises, s'élève à 6,806,381 habitants.

Si l'on ne tient pas compte des déserts qui bordent à l'est et à l'ouest le Delta et la vallée du Nil, la population de l'Egypte, une fois déduits ceux qu'il y ait au monde, est en moyenne de 201 habitants par kilomètre carré. La Belgique, qui est relativement le pays le plus peuplé de l'Europe, n'a que 187 habitants par kilomètre carré.

La population rurale compose la grande majorité des habitants, car, à part le Caire (374,338 habitants) et Alexandrie (213,000), vingt-neuf autres villes n'ont qu'une population variant de 10,000 à 34,000 habitants.

Les bédouins nomades et les étrangers ne forment qu'une très faible minorité dont la proportion, par 100 habitants, est la suivante : bédouins, 3,61; étrangers, 1,34.

Le gouvernement de l'Egypte comprend la plus forte proportion d'étrangers (39 pour cent).

Les étrangers habitant l'Egypte sont au nombre de 90,886; les Hellènes y forment une proportion de 41 0/0, les Italiens 20 0/0, les Français 17 0/0, les Austro-Hongrois 8 0/0, les Anglais 8 0/0, les Allemands 1 0/0.

Les renseignements sur les mœurs actuelles de l'Egypte, ou moins de titres que les Italiens et les Français au protectorat de ce pays, où leurs nationaux sont en minorité. L'influence que John Bull prétend exercer en Egypte est donc très sujette à caution et à discussion. Mais les fils d'Aïdon s'en inquiètent, et, pour contrecarrer leur projet, pratiquent la politique des mains pleines.

Vols chez les éditeurs. — M. Dulac a opéré hier l'arrestation d'un libraire de la rue du Four, nommé Desnoyers, inculpé de recel de livres et notamment d'un grand nombre d'exemplaires de l'Encyclopédie Larousse.

Desnoyers a été écroué au Dépôt.

Fêtes nouvelles. — Dimanche, 29 novembre, à deux heures, M. Léon Joubert fera, à la mairie du Trocadéro, une conférence publique sur l'Origine des comètes. — Projections à la lumière oxydrique.

Un cours public gratuit d'arboriculture, taille des arbres, sera fait à la mairie du neuvième arrondissement, rue Drouot, par M. Fomey, dimanche 29 novembre, à deux heures; jeudis et dimanches suivants, dans un jardin.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

L'affaire Munkacsky

Nous avons parlé en son temps, de la demande formée en justice par M. Seguin, ancien tapissier, aujourd'hui limonadier, contre le célèbre peintre Munkacsky.

Le 18 juillet 1884, le Tribunal civil de la Seine rendit un jugement déclarant Seguin mal fondé dans toutes ses demandes, et le condamnant en tous les dépens.

M. Seguin a interjeté appel de ce jugement.

Me Doumer, avocat, a soutenu son appel.

Me Carraby a demandé à la Cour de confirmer la décision. Il s'est plaint que l'adversaire, après avoir promis d'apporter des livres devant la Cour, n'ait pas cru devoir remplir cette promesse.

M. Seguin, personnellement interpellé par M. le premier président, dit qu'il y avait eu deux affaires et deux tableaux promis, et, sur l'observation à lui faite que sa demande, à l'origine, ne se résumait qu'à une seule toile, il a donné à la barre des explications peu précises.

M. l'avocat-général Manuel a conclu à la confirmation pure et simple.

La Cour a confirmé purement et simplement la décision des premiers juges.

Drame conjugal

Encore une femme qui tente de brûler la cervelle à son mari.

Il paraît qu'elle avait toutes sortes de bonnes raisons pour cela.

Elle était séparée de son mari depuis un an. Le tribunal lui avait attribué la garde des enfants, en condamnant le mari à payer une pension alimentaire de 100 francs par mois.

Le mari s'y refusait. Il voulait, disait-il, « lui faire tirer la langue ».

Elle n'a pas pu être atteinte par les deux balles du revolver que la femme Arduin a déchargé sur elle.

Élection au conseil de l'Ordre

L'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris se réunira en assemblée générale, à la Bibliothèque, le mercredi 9 décembre 1885, pour procéder à l'élection d'un membre du conseil de discipline en remplacement de M. Senard, décédé.

Le scrutin sera ouvert à dix heures et demie et fermé à midi et demi.

Le procès Weldon-Gonnor

Le nouveau procès qu'intente Mme Georgina Weldon, contre le général Bathe cette fois, a été appelé devant le banc de la reine.

La mandement demande 10,000 livres sterling de dommages-intérêts (250,000 fr.) pour abus et diffamation.

Le général Bathe est directeur de l'hospice Saint-Luke, maison d'aliénés.

Or, le 2 février 1877, pendant l'absence de M. Weldon, le général et d'autres personnes entrèrent dans la maison de Mme Weldon, chez vous sauriez l'abus.

Le général, dans deux occasions, a affirmé que Mme Weldon n'était pas dans son bon sens, ce qui constitue la diffamation.

Mme Weldon plaide elle-même sa cause. Dans le cours de l'audience, elle pleura abondamment.

Dans son contre-interrogatoire elle n'a pas eu à dire autre chose que ce qu'elle avait dit au docteur Win qu'elle avait « un petit chien possédant l'esprit d'un homme ». Elle lui aurait dit aussi qu'elle avait au-dessus de sa tête une pluie d'étoiles, qu'elle croyait être une manifestation des esprits; mais à présent elle croit qu'elle n'avait vu cette pluie d'étoiles que parce qu'elle avait fait les yeux clos.

Elle ne voit d'autre docteur Win qu'elle avait vu les sept plates du Christ, « comme une vision surnaturelle en indescriptibles paroles de lumière ». Elle admet avoir dit que, d'après des lettres retrouvées dans un tiroir elle croit que M. Gonnor conspirait pour lui faire avaler quelque chose qui devait nuire à sa voix.

Elle n'a jamais dit qu'en traversant Blackheath en voiture, elle avait vu Notre Seigneur sur le siège. Mais elle a dit à Mme Lowe, qui était présente lorsqu'on voulait l'arrêter pour la conduire dans une maison d'aliénés, que, plutôt que de rester avec elle, elle préférait entrer dans un sac plein de pucelles affamées.

A huitaine pour la continuation des débats.

ACTES OFFICIELS

M. Silvestre, capitaine à l'état-major particulier de l'artillerie, détaché à l'état-major général du ministre de la guerre, est désigné pour occuper le poste de deuxième attaché militaire à l'ambassade de la République française en Allemagne.

Sont nommés dans la Légion d'honneur :

Au grade de commandeur
M. Le Cardinal, capitaine de vaisseau.
M. Vélut, capitaine de vaisseau.

Au grade d'officier
M. Dinol, capitaine de frégate.
M. Mahé, capitaine de frégate, commandant l'Orne.
M. Descamps, capitaine de frégate, commandant le Dayot.
M. Vranken, capitaine de frégate, commandant la Corvée.
M. Javaher, colonel d'artillerie de la marine, président de la commission de Gâvre.

Au grade de chevalier
M. Brichet, lieutenant de vaisseau.
M. Martel, lieutenant de vaisseau.
M. Gaschard, lieutenant de vaisseau.
M. Journet, lieutenant de vaisseau.
M. Gadioux-Pain, capitaine au 1^{er} régiment d'infanterie de marine.
M. Kerdonouf, sous-commissaire de la marine.

Conseil général de la Seine

Séance du 27 novembre

Au début de la séance, le Conseil a adopté divers articles du budget départemental.

En réponse à une question de M. Muzet, M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine déclare que l'administration a l'intention de convoquer les électeurs consulaires pour le jeudi 10 décembre.

M. Weber demande quelle situation créait au département le prélèvement de 7 centimes sur les 16 centimes spéciaux perçus actuellement au profit du département pour les affecter à des dépenses communales devant servir à gager un emprunt.

M. le préfet de la Seine déclare que les centimes départementaux, passés la période pour laquelle ils ont été votés, peuvent être affectés à des services municipaux. Il

ans qu'on retrouvât jamais leurs traces. Perrier au fond était médiocrement enchanté. Il avait manqué de jouteur évident, et il se mordait les lèvres.

Mais, huit jours écoulés, il se fit tranquille. Au bout d'une quinzaine : — « C'est qu'ils enragent! » disait-il. Il s'en allait alors par le bourg, et se frottait les mains, et riait en dessous. Et si quelqu'un lui demandait : — « Eh bien, l'artilleur, et ton Harquebuse? » c'est là qu'il triomphait et qu'il se gaussait d'eux tous maintenant. — « Ah! tu voudrais bien l'avoir, toi! — Non. Sérieusement? — Sérieusement... Un rude gars, va, mon vieux, et qui ne pleure pas sa sœur. A lui tout seul, il en vaut quatre. »

C'était vrai. Pas flâneur, bichant ferme, l'entêtement que Perrier avait eu pour lui se justifiait. Ça ennuyait les autres fermiers, ça. Ils disaient tout nouveau tout beau, et qu'on verrait si ça durait.

annonce que l'administration n'abandonne pas le programme de travaux départementaux. Sur 16 centimes actuels qui cesseront d'être départementaux en 1889, l'administration en prorogera 9 et en abandonnera 7.

M. le préfet constate que le département tout entier s'intéresse aux grands travaux, comme, par exemple, ceux relatifs à l'assainissement de la Seine. Il demande le renvoi à la commission chargée du rapport sur la question.

M. Weber dépose un ordre du jour portant que l'assurance que l'imposition départementale de 16 centimes pourrait être diminuée de 7 centimes est prématurée et porterait préjudice aux intérêts départementaux.

M. Dreyfus propose l'ordre du jour pur et simple, qui est adopté par 45 voix contre 31.

Séance lundi.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 27 novembre

Le Conseil municipal n'a tenu hier qu'une très courte séance.

Sur le rapport de M. Voisin, le Conseil renvoie à l'administration pour études, avec avis favorable : 1° une proposition de M. Patenne, relative à l'ouverture de la rue des Vignolles et à l'alignement des rues d'Orléans et des Vignolles; 2° une pétition d'habitants de Charonne réclamant la mise en état de viabilité des rues Croix-Saint-Simon, Régis, Mourad et l'élargissement du boulevard Davoust.

M. G. Berry demande le pavage en bois de la partie de la rue Taillout située entre le boulevard des Italiens et le boulevard Haussmann.

Le Conseil a renvoyé à lundi la suite de la discussion sur la Bourse de commerce.

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant demandé les *Soirées de la Baronne*, dont les multiples éditions se sont épuisées rapidement, nous sommes heureux de leur annoncer que, par suite d'un traité avec l'éditeur Ollendorff, nous pouvons offrir comme prime, et à titre gracieux, ce charmant volume à tous les abonnés qui renouvelleront leur abonnement.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DEJEUNER HYGIÉNIQUE : RACHAOUT DELANGRENIER

SPORT

COURSES A AUTEUIL

Dimanche 29 novembre

Les cinq prix suivants seront courus :
PRIX DE NOVEMBRE (steeple-chase).
PRIX DE LA CROIX-DE-BERNY (steeple-chase). — 30,000 fr. — 6,000 mètres.
PRIX D'ADIEU (steeple-chase). — Handicap.
PRIX DE CLOTURE (course de haies). — Handicap.
PRIX DU DÉPART (course de haies).

Les courses commenceront à 1 h. 1/2.

CHANTIER DU PRINCE-EUGÈNE

8, boulevard Contrescarpe (Bastille).
BOIS neuif seul en 3 morceaux, 53 fr.
BOIS mis en cave, les 1,000 kilos, 53 fr.
Charbon de terre criblé, mis en cave, 54 fr.

Victor Hugo. — Œuvres complètes, édition définitive, 12 volumes in-8. Prix : 25 fr. payables 15 fr. par mois. — Librairie A. Pilon, A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

péchés que le vieux pardonnait aisément. L'homme n'est pas parfait, n'est-ce pas? et il faut rire. Du reste, quand il était dans ces états-là, Gambert se couchait, et le lendemain vous croyez qu'il avait mal aux cheveux? Pas du tout. Même il était plus actif que jamais et vous secouait les gens et les choses, fallait voir.

— Ah! mes amis, se disait Perrier, vous me trouvez sot et bedolle; cependant, c'est moi qui ris le dernier. Et il riait bien, car Gambert, trop roué pour se compromettre vainement, n'avait rien tenté d'oblique et de louche jusque là — on était en septembre. Mais ce n'était pas qu'il n'eût de certaines idées.

Et ces idées, elles dataient de ce soir de mal, de ce même soir qu'il était entré dans la Gerandière, où il avait enjôlé l'artilleur, où l'artilleur l'avait pris à son service.

Sans la survenue de cette Victoire si promptement captivée — et qui était un moyen, — la Gerandière n'eût été pour lui qu'un fugitif désir. Elle eût procuré à son sommeil un peu de paille dans la nuit d'une étable. Le lendemain, l'indifférence de nouveaux paysages traversés et la peine de vivre en eussent effacé le regret non tenace. Il s'empare d'abord de Victoire, et par Victoire il aurait tout. C'était simple. Seulement, il redoutait l'imbécillité de la fille inapte à cacher son jeu et qui infailliblement se trahirait.

C'est pourquoi la nécessité s'imposait à lui, absolue, de ne rien brusquer, d'opérer avec circonspection. D'ailleurs, il n'avait pas eu la faim aux entrailles, le n'avait pas pâli du froid en ses odyssées et arpenté les routes qui toujours s'allongent, chassé de soutiers crevés dont son pied était quitté avant l'étape, pour ne pas apprendre la philosophie et la patience. Il s'occupa d'abord de se rendre maître complètement de l'esprit du Perrier.

De là ce travail acharné, ce dévouement à la maison.

Quand des semaines eurent passé, et des mois, Gambert avait l'amitié du

LA BOURBOULE
ANÉMIE, DÉBILITÉ, NÉVROSE, DIABÈTE
MALADIES DU SANG
LES FÊTES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE PARISIENS
Nous rappelons à nos lecteurs que la souscription publique est ouverte, et que tout souscripteur d'une somme de 50 fr., recevra un coupon lui donnant droit à 100 francs d'entrée dans les diverses fêtes qui seront successivement données aux frais de la Société.
Les souscriptions sont reçues :
Aux bureaux du journal;
Au siège de la Société, cabinet du directeur des travaux de Paris, à l'Hôtel de Ville;
Aux bureaux des chambres syndicales, rue de Lancry, 40;
Et chez les trésoriers : M. Loiseau, 37, rue d'Aboukir; M. Marguery, 34, boulevard Bonne-Nouvelle.
La souscription sera close le 30 courant.
Les recouvrements seront opérés à domicile par les soins des trésoriers.

AUSABLER SEUL COMPLET
2, Boul. Montmartre, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 20

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, aux Nouveautés, première représentation de la *Crémallière*, pièce en trois actes et quatre tableaux, de MM. Paul Burani et Albert Brasseur, musique de M. Robert Planquette :

Lardache MM. Brasseur
Théodore-Nicolas Albert Brasseur
Caracas Tony-Riom
Mirandol Allart
Verdinois Colombet (début)
M. Parpaillot Blanche
Dérouillard Charvet
Frusquin Laurent
Brutus Dubois
Polydore Prosper
Clémence Mmes J. de la Cour
Léopoldine Lantelme
Emma Céline Bévalat (début)
Barnabé Marcelle
Sosthènes Varennes

Lever du rideau à neuf heures précises ;
Aux Bouffes, reprise de la *Mascotte*.

Notre-Dame de Paris

Le théâtre des Nations a repris, hier soir, le beau drame de M. Paul Meurice d'après le roman de Victor Hugo, et nous devons tout d'abord rendre à M. Ballande cette justice qu'il n'a rien négligé pour donner à la pensée du maître un cadre digne d'elle.

Décor superbes signés Robecchi, Amabile, Capelli, Naizel et Guybet; costumes exécutés avec la conscience la plus scrupuleuse, interprétation hors ligne : tels sont les éléments qui ont permis au directeur des Nations et qui assurent à *Notre-Dame de Paris* une fructueuse carrière.

Les rôles de Quasimodo et de la Sachette sont tenus par Lacressonnière et Mme Marie Laurent qui les ont créés en 1879. Pour les autres grands rôles, M. Ballande s'est assuré le concours d'artistes de premier ordre, tels que Taillade, qui incarne merveilleusement le personnage de Claude Frollo ; Berlioz, prêt à la Gymnase, un superbe Phoebus ; et Mlle Depoix, du Vaudeville, une gracieuse et poétique Esmeralda.

Au foyer du public, M. Ballande a installé un musée où sont exposés, dans des vitrines, divers souvenirs de Victor Hugo, confiés par des collectionneurs et qui suffirait, à lui seul, à amener de nombreux spectateurs au théâtre des Nations.

Trop peu de jours nous séparant du feuilleton de mon éminent collaborateur A. Claveau pour que je m'étende davantage sur la reprise de *Notre-Dame de Paris*, mais je ne voudrais pas finir cette note sans féliciter M. Ballande de son succès d'hier, succès littéraire qui a dû être sensible à l'artiste de goût qui, le premier, a eu l'idée des Matinées littéraires, autant qu'au directeur.

Afin d'augmenter l'attrait de son programme, M. Blandin a décidé qu'à partir d'aujourd'hui, les *Trois Épiques*, le célèbre vaudeville de MM. Grangé et Lambert Thiboust accompagnera sur l'affiche des Menus-Plaisirs *L'Homme de paille*, dont le succès, constaté unanimement par la presse, est ratifié chaque soir par les applaudissements du public.

La gracieuse Mlle Elton André, qui joue, dans la même soirée, le *Procès Veauradieux*, à la Renaissance, et une scène dans la revue des Variétés, vient de signer un engagement de trois années avec M. Samuel.

On sait que le lauréat du concours a été, cette année, M. Vincent d'Indy, auteur pour le poème et la musique de la partition le *Chant de la Cloche*, primée par dix voix contre neuf accordées à l'un des trois autres concurrents, M. Hue.

M. Lamoureux a été le chef d'orchestre désigné sur la demande du compositeur. La partition de M. Hue, intitulée : *Rubens*, a été jugée digne par le jury d'une prime de 10,000 fr., que le compositeur sera appelé à toucher le jour où il aura fait exécuter son œuvre.

Par un arrangement survenu entre M. Debruyère et son associé commanditaire, la Société qui existait sous la raison De-

bruyère et Co, pour l'exploitation de la Gaîté, est dissoute.

M. Debruyère, en désintéressant son associé, reste donc seul, par ce fait, à la tête de son théâtre.

Ordre a été donné, hier soir, à tous les directeurs de théâtre de faire disparaître, dans les vingt-quatre heures, les ifs où sont écrits en lettres de gaz, sur les parcs ou boulevards, les titres de leurs spectacles.

Parquoi ? Nul ne le sait encore.

La première représentation de *l'Assiette au beurre*, la revue du théâtre Beaumarchais, est remise à la semaine prochaine.

La *Fauvette du Temple* sera représentée à Londres dans le courant de l'hiver. La partition de M. Messager vient de paraître chez Enoch frères et Costallat.

Mme Théo, complètement rétablie, était ces jours-ci au Parisien; la charmante diva a applaudi avec fureur les interprètes de la Revue, dont le succès continue à être très grand. *Pas de scandales!* deviendra centenaire.

G. DORANT.

LIBRAIRIE

Le *Grand Almanach* Paul Dupont, conseiller des familles pour 1886, paraîtra le 1^{er} décembre.

Il forme un très beau volume grand in-8 illustré, et contient : des proverbes, un menu quotidien, des notices, des maximes, des pensées, des anecdotes, des recettes de ménage, des notes sur les anniversaires, des conseils d'hygiène et de médecine, une multitude de renseignements utiles et curieux, des souvenirs historiques, des caractères, des jeux et plus de 65 belles gravures.

L'esprit, la gaîté, la curiosité, l'utilité y sont réunis sans que la convenance y soit jamais oubliée.

Une page est consacrée à chaque jour. Le *Grand Almanach* est arrivé à sa 11^e année de succès. Il est en vente à la librairie Paul Dupont, 41, rue Jean-Jacques Rousseau. — Prix : 1 fr. 50, broché. — Port en sus : 70 cent.

La 4^e série de l'ALLEMAGNE ILLUSTRÉE vient d'être mise en vente par les éditeurs Jules Rouff et Co.

L'auteur y continue l'étude de la Bavière.

Outre une carte politique du royaume, quatre gravures ornent le texte : une vue générale de Wurtemberg, Johanniskreuz, vue générale de Nuremberg, la « Bavaria » à Munich.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 28 NOVEMBRE

(4 heures 15 soir.)

HUILE DE COLZA. — Calme.
Dispon. 55 25 à 55 50 4 prem. 60 25 à 60 50
Courant 58 25 à 58 50 4 mars 61 50 à 62 00
Décemb. 59 25 à 59 50

HUILE DE LIN. — Calme.
Dispon. 55 25 à 55 50 4 prem. 55 25 à 55 50
Courant 55 25 à 55 50 4 mars 55 25 à 55 50
Décemb. 55 25 à 55 50

SPIRITUEUX. — Calme.
Dispon. 47 25 à 47 50 4 prem. 48 10 à 48 40
Courant 47 25 à 47 50 4 mars 48 10 à 48 40
Décemb. 47 25 à 47 50

SUCRES. — Calme.
Dispon. 43 25 à 43 50 4 prem. 47 25 à 47 50
Courant 43 25 à 43 50 4 mars 47 25 à 47 50
Décemb. 43 25 à 43 50

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.
Dispon. 43 25 à 43 50 4 prem. 43 25 à 43 50
Courant 43 25 à 43 50 4 mars 43 25 à 43 50
Décemb. 43 25 à 43 50

AVOINES. — Calme.
Dispon. 43 25 à 43 50 4 prem. 43 25 à 43 50
Courant 43 25 à 43 50 4 mars 43 25 à 43 50
Décemb. 43 25 à 43 50

SEIGLES. — Calme.
Dispon. 43 25 à 43 50 4 prem. 43 25 à 43 50
Courant 43 25 à 43 50 4 mars 43 25 à 43 50
Décemb. 43 25 à 43 50

Par un arrangement survenu entre M. Debruyère et son associé commanditaire, la Société qui existait sous la raison De-

COTE OFFICIELLE du 27 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

Marchés	1885	1884	1883
Ind. entrées sacs	12,800	16,250	27,900
— sorties	12,800	16,250	27,900
— stock	1,272,310	943,355	526,241
Et stock qtx	189	189	189
Coloniaux	21,395	6,365	3,452
Stock Teygnier	500	500	500
— à Saint-Ouen (nue)	500	500	500
— à Saint-Ouen (nue)	500	500	500

Mouvement des Gares et Bateaux
Bateaux. — Arrivages du 26 novembre : 30 sacs, 3 balles et 3 paniers. — Livraisons : 11,229 sacs, 3 balles et 3 paniers. — Stock : 11,229 sacs, 3 balles et 3 paniers.

Bateaux Pavot. — Arrivages du 18 nov. : 8,600 sacs indigènes. — Livraisons : 5134 sacs indigènes. — Stock : 17352 sacs indigènes.

VINS FRANÇAIS
Roussillon 1^{er} choix 48 à 50
— 2^e choix 40 à 45
— 3^e choix 35 à 40
Petit Roussillon 29 à 32
Narbonne 1^{er} choix 42 à 46
Lapalme, Pilon, etc. 25 à 30
Montagne 32 à 35
Aramon légers, 2^e choix 20 à 22
Minervois 1^{er} choix 45 à 48

CAFES
Les 100 kil. (à l'acquitté) :
Malabar 800 à 820
Hatti : Port-au-Prince, Jacmel et Cap-Haïtien 270 à 280
Gonaïves 280 à 290
Santos bon ordinaire 290 à 310
Java 300 à 320
Moka 310 à 330
Népalghy-Quilon 310 à 330
Porto-Rico 330 à 350

MÉTALX
Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 20 novembre.
Les 100 kil. (à l'acquitté) :
Cuires du Chili, cuivre liv. au Havre 115
— sort ordinaire 114 25
Cuires en lingots et plaques 117 50
— Best Selected 122 50
— minéral Corococo cuivre contenu 114 25
Etain Banca, livable au Havre ou Paris 255
— Billiton 252 50
— Détroits 250
— Australie 250
— anglais, livable au Havre ou Paris 245
Plombs, marque ordinaire, liv. au Havre 28 75
— marque ordinaire, liv. au Havre 29 75
Zinc de Sibirie, livable au Havre 38 50
— autres bonnes marques, liv. au Havre 38 50
— autres bonnes marques liv. Paris 38 50

PRIX-COURANT GÉNÉRAL
(Droit d'octroi non compris)
Farine de gruau 37 à 41
— première 28 50 à 33 75
— deuxième 26 75 à 28
— bis 18 50 à 22 50
— de seigle 18 50 à 22 50
— de maïs 18 à 20
— d'orge 21 à 24
Blé indigène 20 25 à 23
Seigle 27 à 28
Escourgeons 15 50 à 17 50
Orges 17 25 à 21
Avoines noires 19 25 à 19 75
— toutes sortes 19 25 à 19 75
Sarrasin 19 50 à 20
Issues : Sons gross 13 à 13 50
— 3 cases 11 50 à 12 50
— Recoupettes 11 à 11 50
— Remoulages 14 à 14 50
Fécule sèche 25 à 26
— détrempée 29 à 30
Millet blanc 19 50 à 20
— roux 16 à 18
Alpiste 20 à 22
Vesces 19 à 20
Maïs 27 à 28
Colza 27 50 à 28

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISSIER.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DECLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 26 novembre 1885

GERARD, ancien marchand de vin-restauration, quai National, 15, à Puteaux.
Juge-commissaire, M. Brosson.
Syndic provisoire, M. Ozier, 2, rue Christine.
MAXIME, entrepreneur de serrurerie, rue St-Marguerite, 15, à Pantin, ayant ateliers boulevard de Port-Royal, 10, à Paris.
Juge-commissaire, M. Germain Thomas.
Syndic provisoire, M. Ponchelet, 12, rue Chanoiness.

PUBLICATIONS DE MARIAGES

ENTRE :

M. Membré, rue de la Botte, 13 et Mlle Rouland, même rue. — M. Dunand, rue de Courcelles, 23 et Mlle Chatain, à Versailles. — M. Bachelier, rue Vézelay, 8 et Mlle Veuve Chapelet, rue de Valenciennes, 72. — M. Bouget, rue de Valenciennes, 62 et Mlle Caruzan, rue de la Botte. — M. Briquet, rue de Berri, 47 et Mlle Lefebvre, rue 45 et M. Gloux, rue de Berri, 20 et Mlle Moncl, même rue. — M. Delahaye, av. Champs-Élysées, 127 et Mlle Foley, même rue. — M. Jarry, rue de la Botte, 22 et Mlle Nystrom, même rue. — M. Lottier, rue Montaigne, 9 et Mlle Moreau, rue de Valenciennes, 14. — M. Ribard, caserne Penthièvre et Mlle Veuve Roux, rue Champs-Maillards, 3. — M. Huet, rue d'Anjou, 76 et Mlle Veuve Lechat, à Saint-Maurice. — M. Pédier, rue de Valenciennes, 40 et Mlle Veuve Val-Saint-Germain. — M. Lemeray, bd Courcelles, 70 et Mlle Bouleiller, rue de Chazelles, 11. — M. Minet, rue Fleischer, 4 et Mlle Dumont, rue Berthe, M. Magnier, rue de Dunkerque, 46 et Mlle Gelfier, bd Hausmann, 163.

SPECTACLES

du 28 Novembre

OPÉRA, 8 h. 1/2. — Guillaume Tell.
FRANÇAIS, 7 h. 3/4. — Le Pour et le Contre.
— On ne badine pas avec l'amour. — La Jolie fille de Perth.

OPÉRA-COMIQUE, 7 h. 1/2. — Lalla-Roukh.
— Le Barbier de Séville.
ODÉON, 8 h. 1/2. — Les Jacobites.

GYMNASE, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.
PORTE-SAINT-MARTIN, 7 h. 3/4. — Théodora.
PALAIS-ROYAL, 8 h. — Les Petites Voisines.

VAUDEVILLE, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.
VARIÉTÉS, 8 h. 1/4. — Les Potins de Paris.
NOUVEAUTÉS, 8 h. 1/4. — Première représentation de la CRÉMAILLÈRE.

CHATELET, 8 h. — Coco-Féfé.
FOLIES-DRAMATIQUES, 8 h. 1/4. — La Fauvette du Temple.

RENAISSANCE, 7 h. 1/2. — Le Procès Veauradieux. — Un duel s'il vous plaît !
GAITÉ, 7 h. 1/2. — Le Petit Poucet.

BOUFFES-PARISIENS, 8 h. 1/4. — La Mascotte.
MENUS-PLAISIRS, 8 h. 1/2. — L'Homme de paille. — Les Trois Épiques.

AMBIGU, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.
NATIONS, 8 h. 1/2. — Notre-Dame de Paris.
CLUNY, 8 h. 1/2. — Mon Oncle.

DÉJAZET, 8 h. 1/2. — Régine.
CHATEAU-D'EAU, 8 h. 1/2. — La 1002^e Nuit.

BRAMARCHAIS, 8 h. 1/2. — Relâche.
EDEN-THÉÂTRE, rue Auber, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Messalina, grand ballet historique.

HIPPODROME. — Clôture annuelle. — Réouverture au printemps.
CIRQUE D'HIVER. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Exercices équestres.

CIRQUE FERNANDO. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Spectacle varié.

FOLIES-BÉNÉFICÉ, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.

ELBORADO, boulevard de Strasbourg, 3h. — Concert varié.

CONCERT PARISIEN, 37, faubourg Saint-Denis, 10, rue de Valenciennes. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.

SCALA, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.

ALCAZAR D'HIVER. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.

ROBERT-HOUDIN, 8 h. 1/4. — Le professeur Dickson, Prestidigitation.

MUSÉE GRÉVIN (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 11 heures à 11 heures du soir ; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

EDEN-MUSÉE, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire. — Au pont d'Austerlitz.

PANORAMA DE LA PRISE DE LA BASTILLE. — Au pont d'Austerlitz.

PANORAMA. — Constantinople, vue prise de la Gorne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

Adjudications d'Immeubles

ADJON en l'ét. de M. Duplan, not., 11, rue des Pyramides, le 30 nov. 1885, à 2 heures, d'un fonds de VINS-ÉPICIER à Billancourt, marchand de vins, dépendant de la faillite Lemet, comptant client, achaland, matériel et droit au bail, 4001, Loyr d'av. à remb. ; march. a.d. exp. M. a.p. 3,000 f. Cons. p.ench. 300 f. S'ad. à M. Mercier, synd. de faillite, place Saint-Michel, 6, et audit M. Duplan, notaire.

RESTAURANT LAPÉROUSE, Paris, 1, r. des Gds-Augustins, A. ADP, le 1^{er} déc. 1885, à 2 h., étude de M. G. Courcier, notaire à Paris, r. J.-J. Rousseau, 49. M. a. p. 200,000 f. Cons. 10,000 f. S'ad. aux not. M. Dauchez et Chénier, dépositaires de l'ench.

Confections P. Dames et Enfants-Nouveaux (à céder quart-riche gde ville). Aff. 40,000. Net 8,000. Stock à reprendre : 5,000. Prix : matériel, voit., chev., clientèle, 12,000 f. Labat, 1, r. Bailly.

Ventes et Achats de Fonds

Confections P. Dames et Enfants-Nouveaux (à céder quart-riche gde ville). Aff. 40,000. Net 8,000. Stock à reprendre : 5,000. Prix : matériel, voit., chev., clientèle, 12,000 f. Labat, 1, r. Bailly.

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

Beurre et Œufs

La Foncière

COMPAGNIE D'ASSURANCES sur la VIE

AUTORISÉE PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT

Place Vendôme, à PARIS

Capital social : QUARANTE MILLIONS

ASSURANCES

VIE ÉNTIÈRE — MIXTE — TERME FIXE

Cas d'assurance donnent droit à des bénéfices

à une participation de 80 % de la Compagnie.

Assurances Temporaires. — Assurances de Survie

Assurances de Capitaux différés.

RENTES VIAGÈRES

Industrie et Commerce

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.
Poses de BOULETS
INVISIBLES DE LITRES JACQUET, 37, r. Éclair.

BOUGIE DE L'ÉTOILE

Exiger le mot ÉTOILE sur chaque bougie.

C. DETOUCHE

Horlogerie - Bijouterie - Orfèvrerie

GRAND CHOIX DE DIAMANTS — BRONZES D'ART

Régulateur des montres de M. E. LAGOUT

Ingénieur des Ponts-et-Chaussées

Rue Saint-Martin, 222, 225 et 230.

TÉLÉPHONE

Pharmacie et Médecine

E. FRUNEAU, pharmacien, inventeur

PAPIER FRUNEAU

ASTHME

Brûlé près du malade, il

calme l'asthme et l'oppression, et éloigne

les accès. Dans les principales pharmacies et drogueries

de France et de l'étranger. — 41, rue de la

belle. A Nantes (Loire-inf.), V. E. FRUNEAU.

RHUMATISMES

GUÉRISON ASSURÉE PAR LA MÉTHODE DE LA QUIN

VÉTÉRAIRE DU DR. PIN SYLVESTRE

REYNAUD, chimiste, rue de la Paix, 22.

TOUTE Famille ou parmi ses Amis

la Goutte, Gravelles, Rhumatismes

à l'intérieur à lire Brochure du D^r DAVYSON, avenueN^o 10, Paris. — Brochure, 10, rue de la Paix.

ENVOI GRATUIT

Et es à titre d'essai, par le

DOMAINE DE RONCERAY, à BORDEAUX